

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6, place de la Pyrotechnie
18021 Bourges Cedex

Bourges, le 24/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MALTERIES FRANCO SUISSSES

74 rue des Alouettes
BP 109
36100 Issoudun

Références : VAT2025-0305
Code AIOT : 0010003779

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/05/2025 dans l'établissement MALTERIES FRANCO SUISSSES implanté 74 rue des Alouettes 36100 Issoudun. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit en particulier dans le cadre d'une action nationale de l'inspection des installations classées. Cette action nationale vise à contrôler les installations de combustion moyennes de puissance thermique nominale totale comprise entre 5 et 50 MW.

Ce contrôle consiste notamment en la vérification du combustible utilisé par l'installation, la bonne réalisation du contrôle réglementaire des rejets atmosphériques ainsi que le respect des valeurs limites d'émission applicables de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MALTERIES FRANCO SUISSES
- 74 rue des Alouettes 36100 Issoudun
- Code AIOT : 0010003779
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Malteries Franco-Suisses est autorisée à exploiter des installations de fabrication de malt et de stockage de céréales par l'arrêté préfectoral n°97-E-1422 du 18 juin 1997, complété par notamment les arrêtés préfectoraux n° 2008-03-004 du 3 mars 2008, n° 2012356-0007 du 21 décembre 2012 et du 21 avril 2015.

L'installation est autorisée pour le stockage de céréales et l'atelier maltier (rubriques 2160 et 2225), et déclarée pour les installations de combustion (rubrique 2910 : 1 chaudière biomasse et 2 chaudières gaz pour une puissance de 18 MW) ainsi que les équipements de traitement du grain (rubrique 2260)

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Combustion
- AR - 6

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Points 6.2.1 et 1.3 de l'annexe I	Demande d'action corrective	2 mois
3	VLE - Taux d'oxygène	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4 - Annexe I	Demande d'action corrective	2 mois
4	VLE chaudières	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.I.a) - Annexe I	Demande d'action corrective	2 mois
5	VLE chaudières à compter du 01/01/2025	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.III - Annexe I	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Système de traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.4 - Annexe I	Demande d'action corrective	2 mois
9	Démarrage et arrêt	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3.6 - Annexe I	Demande d'action corrective	2 mois
11	BREF FDM – Plan d'efficacité	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – 1.3	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	énergétique			
12	Prescription spécifique SME – BREF FDM – Inventaire	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe 1 – Titre II.6	Demande d'action corrective	2 mois
13	Efficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3.9 - Annexe I	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
14	Rétention des produits dangereux - Glycol	Arrêté Préfectoral du 03/03/2008, article 7.7.3	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Registre MCP	Code de l'environnement du 27/05/2025, article R.515-114, R.515-115 et R.515-116	Sans objet
6	Autres VLE - COVNM et formaldéhyde	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.IV - Annexe I	Sans objet
7	Autres VLE - dioxines et furanes	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.IV - Annexe I	Sans objet
10	Mesure périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.I et 6.3.II - Annexe I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre MCP

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/05/2025, article R.515-114, R.515-115 et R.515-116
Thème(s) : Actions nationales 2025, Recensement installations MCP

Prescription contrôlée :

R. 515-114 :

I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes :

- le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ;
- la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ;
- le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ;
- le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ;
- la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ;
- le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ;
- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ;
- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. »

II. Ces informations sont communiquées :

1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 :

- au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ;
- [...]

2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. »

R.515-115 :

[...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.

R.515-116 :

I . Les informations prévues à l'article R. 515-114 « , le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.

Constats :

L'exploitant a déposé son enregistrement dans le registre MCP le 11 décembre 2023 (dossier n°14329794).

Cependant il n'apparaît pas sur le registre.

L'exploitant précise que le dossier figure "en instruction" sur le site de déclaration. L'exploitant a présenté à l'inspection la page du site Internet faisant apparaître cette information.

L'exploitant ayant réalisé son obligation d'information de l'autorité administrative, l'inspection considère qu'il répond à la prescription contrôlée.

Constat : pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Combustible

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Points 6.2.1 et 1.3 de l'annexe I

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contrôle du type combustible pour classement 2910-A

Prescription contrôlée :

Point 6.2.1: Les combustibles à employer correspondent à ceux figurant dans le dossier de déclaration [...]

Ceux-ci ne peuvent être d'autres combustibles que ceux définis limitativement dans la nomenclature des installations classées sous la rubrique 2910-A.

Le combustible est considéré dans l'état physique où il se trouve lors de son introduction dans la chambre de combustion.

Point 3 : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :[...] un relevé du type et des quantités de combustible utilisé dans l'installation, à conserver pendant une période d'au moins six ans.

Constats :

L'établissement est classé au titre de la rubrique 2910 A-2 - déclaration (Combustion - Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel [...] de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse [...] si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW) pour les équipements suivants :

- 2 chaudières gaz en fonctionnement simultané. En réalité il y a une rotation sur 3 chaudières de puissance unitaire 6,4 MW, construites en 1998 pour l'une d'elle et 2000 pour les deux autres.

- 1 installation biomasse de puissance 4,6 MW construite en 2012 équipée d'un filtre à manche et d'un cyclone pour le traitement des fumées.

L'ensemble de ces équipements sont considérés comme fonctionnant 24h/24 et 7j/7.

Les installations de combustion présentes sur le site sont alimentées par :

- chaudières gaz : gaz de ville;

- chaudière biomasse : sous-produits de production du site (environ 40%) et autres sous-produits d'origine agricoles provenant de l'extérieur du site. La nature et la qualification exacte n'ont pas pu être apportées par l'exploitant. Au regard des explications apportées par l'exploitant lors de la visite, la biomasse utilisée répondrait à la définition de biomasse de type b)i) Déchets végétaux agricoles et forestiers (poussières de céréales provenant de silos) ;

<p>L'exploitant suit la quantité de combustible consommé via respectivement son compteur gaz et les bordereaux de livraison des sous-produits provenant de l'extérieur du site. Pour les sous-produits provenant du site, le suivi est réalisé via un calcul de différence entre le volume réceptionné et utilisé dans les installations de la malterie.</p> <p>Aucun suivi qualitatif n'est formellement réalisé pour le combustible biomasse.</p> <p>Constat: l'exploitant n'est pas en mesure de justifier la nature de la biomasse provenant de l'extérieur.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 3 : VLE - Taux d'oxygène

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4 - Annexe I</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Conditions de référence</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm³), rapportés à des conditions normales de température (273,15 K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).</p> <p>Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm³) sur gaz sec.</p> <p>Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans les derniers rapports de contrôles (APAVE 2023) périodiques de la chaudière biomasse (combustible solide) les VLE et mesures sont exprimées pour une teneur en oxygène de 11%.</p> <p>Pour les combustibles gazeux, ils sont exprimés pour une teneur en oxygène de 3 % dans les deux derniers rapports (APAVE 2020 et APAVE 2023).</p> <p>L'exploitant précise que sur la mesure réalisée le 27/05/2025 lors de l'inspection pour la chaudière</p>

<p>biomasse, il a demandé que la mesure soit donnée pour une teneur en oxygène de 6%.</p> <p>Pour les autres paramètres, l'inspection constate dans les rapports de contrôle des chaudières gaz et biomasse que le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm³), rapportés à des conditions normales de température (273,15 K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les concentrations en polluants sont quant à elles exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm³) sur gaz sec.</p> <p>Constat : Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 11 % dans le cas des combustibles solides de la chaudière biomasse et non 6% tel qu'attendu par l'arrêté ministériel du 03/08/2018.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : VLE chaudières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.l.a) - Annexe I</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, VLE chaudières existantes Ptotale > 5 MW> 500 h/an Jusqu'au 31/12/2024</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.- a) VLE s'appliquent sous réserve des renvois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aux installations de combustion existantes de Pth nom tot ≥ 5 MW, > 500 h/an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté et jusqu'au 31/12/2024 ; <p>Polluants : SO₂ (mg/Nm³) / NO_x (mg/Nm³) / Poussières (mg/Nm³)</p> <p><i>Biomasse solide</i></p> <p>5 ≤ P < 20 : 225 / 525 (5) / 50</p> <p>[...]Gaz naturel, Biométhane</p> <p>[...]</p> <p>10 ≤ P : - / 100 (3)(6)(7)(13) / -</p> <p>[...](5) Inst déclarée < 01/01/2014. NO_x : 750</p> <p>[...](3) Inst déclarée entre 01/01/1998 et 01/01/2014, dont > 50 % Ptot fournie par des générateurs à tubes de fumée. NO_x : 150</p> <p>(6) Inst déclarée < 01/01/1998, dont > 50 % Ptot fournie par des générateurs à tubes de fumée NO_x : 225</p> <p>(7)) Inst déclarée < 01/01/1998 NO_x : 150</p> <p>[...](13) Inst déclarée entre 01/01/1998 et 01/01/2014 NO_x : 120</p>

Constats :

Les rapports de contrôle des valeurs limites d'émission en concentration (en mg/Nm³) réalisés en 2023 sur la chaudière biomasse mettent en avant les mesures suivantes (arrondis à l'unité supérieure) :

	2023	VLE
SO ₂	33; 143; 69 (50 ;214;103)	225
NOX	251 ; 263; 268 (376; 394; 402)	750
Poussières	33; 143; 69 (50; 214; 103)	50

N.B:

- les résultats affichés dans le présent tableau sont ceux donnés dans le rapport de l'APAVE: pour la chaudière biomasse pour une teneur en O₂ de 11%. La valeur entre parenthèse est la conversion pour une teneur en O₂ de 6% afin de pouvoir la comparer aux valeurs limites d'émission du présent article
- les résultats donnés sont les suivants : valeur essai 1; valeur essai 2 ; valeur essai 3

Les rapports de contrôle des valeurs limites d'émission en concentration (en mg/Nm³) réalisés en 2020 et 2022 sur les chaudières gaz mettent en avant les mesures suivantes :

	2020	2020	2020	2022	2022	2022	VLE
	Chaudière 1	Chaudière 2	Chaudière 3	Chaudière 1	Chaudière 2	Chaudière 3	

SO ₂	0.05 ; - ; -	0.03 ; - ; -	0.03 ; - ; -	0.28 ; - ; -	1.4 ; - ; -	0.1 ; - ; -	/
NOx	59 ; 59 ; 59	70 ; 69 ; 64	62 ; 60 ; 60	170 ; 220 ; 270	62 ; 59 ; 60	74 ; 77 ; 79	120
Poussièr e	0.23 ; - ; -	1.44 ; - ; -	0 ; - ; -	2.31 ; - ; -	0 ; - ; -	0 ; - ; -	/

L'inspection constate que les mesures ont été réalisées sur chaque chaudières prises indépendamment alors que le fonctionnement normal est de 2 chaudières simultanées.

Constat : la valeur limite d'émission de poussière à été dépassée pour la chaufferie biomasse lors de la dernière mesure en 2023. Par ailleurs, l'exploitant ne peut justifier du respect de la VLE en NOx en condition représentative du fonctionnement de l'installation de combustion.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : VLE chaudières à compter du 01/01/2025

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.III - Annexe I

Thème(s) : Actions nationales 2025, Existantes – Ptotale>5MW – enregistrées avant 01/01/14 – A/C

du 01/01/2025
Prescription contrôlée : III. - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses aux installations de combustion existantes fonctionnant plus de 500 heures par an et : - de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW enregistrées avant le 1er janvier 2014, à compter du 1er janvier 2025 ; Polluants : SO ₂ (mg/Nm ³) / NO _x (mg/Nm ³) / Poussières (mg/Nm ³) / CO (mg/Nm ³) Biomasse solide : $5 \leq P < 20$: 200 / 650 / 50 / 250 [...]Gaz naturel, Biométhane $10 \leq P < 20$: - / 120 (2) / - / 100 [...] (2) Installation dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée - NO _x : 150
Constats : Ces valeurs limites sont applicables depuis le 01/01/2025 et sont donc à prendre comme référence pour les chaudières gaz et biomasse dans le cadre des mesures réalisées le jour de l'inspection. Constat : il est demandé à l'exploitant de fournir les mesures des rejets atmosphériques des chaudières gaz et biomasse réalisées le jour de l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Autres VLE - COVNM et formaldéhyde

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.IV - Annexe I
Thème(s) : Actions nationales 2025, VLE COVNM et formaldéhyde
Prescription contrôlée : Les installations déclarées après le 1er janvier 1998 utilisant de la biomasse respectent les valeurs limites suivantes : - en composés organiques volatils hors méthane (exprimés carbone total) : 50 mg/Nm ³ .
Constats : Le rapport de l'APAVE de 2023 pour la chaudière biomasse donne une concentration en COV _{NM} de 4,95 mg/Nm ³ pour une teneur en O ₂ de 11% soit 7,4mg/Nm ³ pour une teneur en O ₂ de 6%.

<p>Cette valeur est en dessous de la valeur limite de 50 mg/Nm³.</p> <p>La mesure de ce paramètre ne concerne pas les chaudières gaz.</p> <p>Constat : pas d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Autres VLE - dioxines et furanes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.IV - Annexe I
Thème(s) : Actions nationales 2025, VLE Dioxines et furanes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations utilisant un combustible solide respectent la valeur limite suivante : - en dioxines et furanes : 0,1 ng I-TEQ/Nm³.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport de l'APAVE de 2023 pour la chaudière biomasse donne une concentration en dioxine et furane de 0,028 ng/Nm³ pour une teneur en O₂ de 11% soit 0,042 ng/Nm³ pour une teneur en O₂ de 6%.</p> <p>Cette valeur est en dessous de la valeur limite de 0,1 ng/Nm³.</p> <p>La mesure de ce paramètre ne concerne pas les chaudières gaz.</p> <p>Constat : pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Système de traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.4 - Annexe I
Thème(s) : Actions nationales 2025, Système de traitement des fumées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Lorsque l'installation met en œuvre des dispositifs de traitement des poussières dans les gaz de combustion aux fins du respect des VLE, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant.</p> <p>II. - Lorsque l'installation met en œuvre des dispositifs de désulfuration des gaz aux fins du respect des VLE, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant.</p> <p>III. - Pour les installations de combustion équipées d'un dispositif de traitement secondaire des NOx pour respecter les valeurs limites d'émission, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant.</p>
Constats :

<p>Un filtre à manche équipe l'exutoire de la chaudière biomasse.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'éléments permettant de justifier du bon fonctionnement du système de traitement des fumées de la chaudière biomasse, dont la conduite est sous-traitée à la société DALKIA.</p> <p>Constat : L'exploitant ne dispose pas d'éléments permettant de justifier du bon fonctionnement du système de traitement des fumées de la chaudière biomasse</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Démarrage et arrêt

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3.6 - Annexe I
Thème(s) : Actions nationales 2025, Démarrage et arrêt
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de consignes d'exploitation écrites</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne dispose pas de consignes d'exploitation des chaudières, dont la conduite est sous traitée à la société DALKIA.</p> <p>Lors de la visite l'inspection constate néanmoins que des consignes de sécurité et fiches réflexes pour certaines actions à mener sur l'installation (coupure alimentation gaz) sont affichées dans le local.</p> <p>Constat : L'exploitant ne dispose pas de consignes écrites de démarrage et d'arrêt des chaudières.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Mesure périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.I et 6.3.II - Annexe I
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contrôle réglementaire
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. L'exploitant fait effectuer [...] une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O₂, SO₂, poussières, NO_x et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère. Pour les chaudières utilisant un combustible solide, l'exploitant fait également effectuer une mesure des teneurs en dioxines et furanes. Les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des analyses sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.</p> <p>II. - La mesure des poussières n'est pas exigée lorsque les combustibles consommés sont exclusivement des combustibles gazeux ou du fioul domestique. La mesure des oxydes de soufre n'est pas exigée si le combustible est du gaz naturel, du biométhane, fioul domestique ou de la biomasse exclusivement ligneuse faisant partie de la biomasse telle que définie au a) de la définition de biomasse.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente les derniers rapports de contrôle des rejets atmosphériques réalisés par l'APAVE :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour la chaudière biomasse (2023); - pour les chaudières gaz (2022). <p>Un contrôle a été réalisé pour ces chaudières les 26 et 27 mai 2025.</p> <p>L'inspection constate que pour les chaudières gaz, la fréquence de 2 ans n'a pas été respectée. L'écart est cependant résorbé par la réalisation de la mesure en 2025.</p> <p>Constat : pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : BREF FDM – Plan d'efficacité énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – 1.3
Thème(s) : Actions régionales, Efficacité énergétique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le SME intègre également les éléments suivants : [...], [...]</p>

<ul style="list-style-type: none"> - un inventaire de la consommation [...], d'énergie et de matières premières [...] - un plan d'efficacité énergétique. <p>L'exploitant applique la technique suivante [...] :</p> <p>MTD 6a) : Un plan d'efficacité énergétique intégré dans le système de management environnemental consiste à définir et calculer la consommation d'énergie spécifique de l'activité (ou des activités), à déterminer, sur une base annuelle, des indicateurs de performance clés et à prévoir des objectifs d'amélioration périodique et des actions connexes. Le plan est adapté aux spécificités de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un audit énergétique à été réalisé par l'entreprise Siemens pour le compte de l'exploitant en 2019. Il sert de base au système de management environnemental du site.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas de plan d'efficacité énergétique formalisé au niveau de son site.</p> <p>L'exploitant précise cependant qu'il assure le suivi des actions d'amélioration prévues par cet audit ou via d'autres analyses plus ciblées réalisées par ailleurs.</p> <p>L'inspection constate que si certaines actions sont déjà mises en œuvre ou en cours d'étude ou de mise en œuvre, d'autres ont été "mises en pause". L'exploitant explique que certaines de ces mesures ont été exclues du fait d'un retour d'expérience défavorable sur d'autre sites du groupe, d'un manque d'opportunité, d'un retour sur investissement insuffisant ou compte tenu de modifications de l'activité du site.</p> <p>Constat : L'exploitant ne dispose pas de plan d'efficacité énergétique formalisé au niveau de son site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 12 : Prescription spécifique SME – BREF FDM – Inventaire

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe 1 – Titre II.6</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Efficacité énergétique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit, maintient à jour et réexamine régulièrement (y compris en cas de changement important), dans le cadre du SME défini au point ci-dessus, un inventaire de la</p>

consommation [...], d'énergie et de matières premières [...] qui intègre tous les éléments suivants :

V. Des informations sur la consommation et l'utilisation d'énergie, sur la quantité de matières premières utilisée ainsi que sur la quantité et les caractéristiques des résidus produits, et détermination des mesures permettant d'améliorer continûment l'utilisation efficace des ressources ;

VI. La définition et mise en œuvre d'une stratégie de surveillance appropriée en vue d'accroître l'utilisation efficace des ressources, compte tenu de la consommation d'énergie, d'eau et de matières premières. La surveillance peut prendre notamment la forme de mesurages directs, de calculs ou de relevés réalisés à une fréquence appropriée. La surveillance s'effectue au niveau le plus approprié.

Constats :

L'exploitant précise qu'il dispose de remontées d'informations concernant sa consommation globale de chaleur. Cependant la gestion des installations de production de chaleur étant sous traitée à DALKIA, l'exploitant n'est pas en mesure de fournir des éléments de consommation détaillés par équipement.

Concernant la consommation en gaz, la seule remontée d'information dont il dispose est le relevé et la facturation de sa consommation.

Pour ce qui est de la consommation en eau, un suivi est également réalisé. L'inspection n'examine pas cet aspect lors de la visite étant donné qu'il fait par ailleurs l'objet d'une instruction de dossier dans le cadre de la publication de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023.

Constat : l'exploitant ne dispose pas d'un inventaire de la consommation d'énergie par équipement pour le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 13 : Efficacité énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3.9 - Annexe I

Thème(s) : Actions nationales 2025, Efficacité énergétique

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une chaudière mentionnée à l'article R. 224-21 du code de l'environnement fait réaliser un contrôle de l'efficacité énergétique conformément aux articles R. 224-20 à R. 224-41 du code de l'environnement ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté du 2 octobre 2009 relatif au contrôle des chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 400 kilowatts et inférieure à

20 mégawatts
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni les contrôles de l'efficacité énergétique de ses chaudières biomasse et gaz réalisés respectivement les 27/10/2022 et 08/03/2023 par l'APAVE.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant précise qu'en parallèle des mesures périodiques, un contrôle a été réalisé les 26 et 27 mai 2025.</p> <p>Le rapport de 2022 sur la chaudière biomasse ne met pas en avant d'écart. Il est tout de même mis en avant une mauvaise qualité de combustion nécessitant une surveillance particulière.</p> <p>Le rapport de 2023 sur la chaudière gaz met en avant des lacunes dans la tenue du livret de chaufferie.</p> <p>Constat : l'exploitant n'est pas en mesure de justifier les suites données aux derniers contrôles d'efficacité énergétique des chaudières.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 14 : Rétention des produits dangereux - Glycol

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2008, article 7.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Risque de pollution
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux où des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100% de la capacité du plus grand réservoir, - 50% de la capacité des réservoirs associés.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection constate la présence 5 m³ de produit glycolé (mention de danger H302) en réservoirs de 1 m³ hors rétention à proximité du local de gestion de l'apport de chaleur provenant du parc solaire thermique.</p>

Constat : des produits liquides susceptibles de créer une pollution des sols ou des eaux sont stockés sans rétention.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois